



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Hollande-a-les-mains-libres>

# Hollande a les mains libres...

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2012 - N° 1133 - juillet 2012 -

Date de mise en ligne : samedi 17 novembre 2012

Date de parution : juillet 2012

## **Description :**

Gilles Petit se demande s'il y aura du changement dans la façon dont sont menées les affaires de justice qui concernent des personnalités...

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

## **La nouvelle ministre de la Justice, Christiane Taubira, va devoir suivre une dizaine d'affaires concernant Sarkozy et ses proches. Gilles Petit interroge : Comment les socialistes, succédant à la droite, ont-ils réagi dans le passé ?**

Côté UMP, la justice est bien passée depuis 1999 : nous avons répertorié 63 mises en examen ou condamnations effectives jusqu'à 2011 ! Pour toutes sortes de motifs : corruption, abus de biens sociaux, subornations, prises illégales d'intérêt, détournements de fonds, trafics d'influence, etc. Et pas que du menu fretin : des pointures comme Juppé, Hortefeux, Pasqua, Paillé, Tron, Drut, Blanc, Donnedieu de Vabres, Dassault, Balkany, Tiberi, Ceccaldi-Raynaud, Bazire...

À ce jour, ces 63 affaires n'ont débouché sur rien.

Les problèmes actuels de l'enfin battu se résument aux rapports avec l'intermédiaire marchand d'armes Takieddine (depuis 1995, du Pakistan à la Lybie de Kadhafi), aux relations avec Bernard Tapie, puis avec Liliane Bettencourt (et son ministre Woerth, le gestionnaire De Maistre toujours incarcéré) : en tout, une dizaine de procédures engagées.

Question : comment les responsables socialistes vont-ils réagir après avoir succédé à la droite ? Il n'existe que deux exemples simples : Mitterrand, le 10 mai 1981, après Giscard. Puis Lionel Jospin, premier ministre, le 2 juin 1997 après Juppé et Chirac.

Voyons cela.

## **Un peu d'histoire**

### 1. Les casseroles de Giscard

Elles se résument à 3 morts et quelques embrouilles.

#### a. Le suicide de Robert Boulin.

Le 30 octobre 1979, ancien ministre de Raymond Barre et maire de Libourne, Boulin est retrouvé "noyé" dans un étang de la forêt de Rambouillet. Dans 50 cm d'eau. On prétexte immédiatement une affaire immobilière à Ramatuelle. Histoire de financement pour le parti ou pour France-Afrique (une récurrence gros sous qui poursuit toujours les politiques français à ce jour !).

On parle de suicide aux barbituriques (?). Le problème, c'est qu'en 2011, un gendarme infirme tout : on a découvert le corps avec 2 fractures et 8 hématomes. Suspect, pour une "noyade". Depuis, sa fille, Fabienne Boulin-Burgeat crie au « crime d'État ». Une plainte a été déposée en 1983, suivie d'un non-lieu de la juge Vichniewski en 1991. Mais avec son bouquin « Le Dormeur du Val », la fille continue son combat, 33 ans plus tard.

#### b. L'assassinat de Jean de Broglie

Ministre de De Gaulle, présent aux accords d'Évian pour clôturer la guerre en Algérie, il fut assassiné le 24 décembre 1976 par Gérard Frèche, commandité par Pierre de Varga. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, enterra vite l'affaire... bien que ce projet d'assassinat ait été connu de ses services depuis belle lurette. Giscard, alors Président, l'appelait « mon cousin ». Dès 1973, il avait tout fait pour écarter cet encombrant parent. On ne saura jamais. Reste que dès 1981, les socialistes enterrèrent l'affaire, vite fait.

### c. L'assassinat de Joseph Fontanet

Le 1er février 1980, ce centriste chrétien, ministre sous Pompidou (partisan de Chaban contre Giscard en 1974) fut assassiné. Il avait 59 ans et l'affaire ne fut jamais résolue.

### d. Les diamants

Le 10 octobre 1979, le Canard Enchaîné révéla que Jean-Michel Bokassa, « l'Empereur de Centre-Afrique », avait offert 1 million de francs de diamants à Giscard, alors ministre des finances. Un amoureux de la chasse aux éléphants, souvent invité. « C'est grotesque ! », répliqua le Président d'alors. Cela ne vous rappelle pas quelqu'un ayant réfuté, très récemment, des allégations à propos d'aide financière libyenne pour une élection en 2007 ?

### e. Les embrouilles

" On reprocha vivement au Président le refus de grâce à Christian Renucci qui fut exécuté le 28 juillet 1976 pour l'assassinat de la petite Rambla. Sa famille, défendue par un certain néo-frontiste actuel, Gilbert Collard, se débarrassa vite du ci-devant baveux. Restent les 8.000 F réclamés à la famille Renucci pour régler les frais d'exécution. Rien à reprocher à Giscard sur ce coup, sauf que l'image reste glauque : c'était mon coup de coeur anti Giscard (soi-disant ex-amant de Lady Diana, la pauvre).

" De Gaulle fut la victime d'un attentat au Petit-Clamart en 1963. Lors du procès, Maître Isorni impliqua Giscard, alors ministre des Finances de De Gaulle, proche de l'OAS (surnommé B12). Sans résultat tangible. Le 26 novembre 1980, le PS - avant son arrivée au pouvoir - posa 10 questions à l'Assemblée. À votre avis, où en est-on des réponses en 2012 ?

" Maurice Papon : il fut ministre du Budget de Giscard de 78 à 81. Mais surtout Préfet de Police de Paris avec 9 morts au métro Charonne en 1961. Le 6 mai 1981, le Canard Enchaîné révéla sa responsabilité dans l'envoi de 1.700 Juifs bordelais à Auschwitz. Résultat : 15 ans de procédure de 83 à 98 ! Et une condamnation à 10 ans de réclusion (il avait déjà 88 ans). En 1999, il s'enfuit en Suisse, puis fut rattrapé avant d'être libéré en 2002. Enfin, il fut condamné à 2500 Euros d'amende le 2 mars 2005 pour port illégal de la Légion d'Honneur et 1 Euro de dommage et intérêt. Il avait 95 ans, avant de décéder de sa belle mort chez lui le 17 février 2007.

Cet homme abominable a tout traversé pendant 60 ans sans la moindre anicroche. L'arrivée des socialistes en 81 n'a rien changé à sa quiétude.

## 2. Les casseroles de Chirac

On compte 8 affaires.

Marrant comme ce type est devenu sympathique. Il a accumulé les entourloupes, jusqu'aux 14 mois de prison avec

sursis de Juppé en 2004, alors que celui-ci était secrétaire général du RPR et adjoint à la Mairie de Paris.

### a. Les emplois fictifs

De 1983 à 1998, la Mairie de Paris employa des dizaines d'emplois fictifs (y compris des "chargés de mission") pour le compte du RPR (tous les dircabs furent mis en examen). Résultat : 2 ans de prison avec sursis pour certains.

### b. SEMPAP

"L'Impression Document Paris", société privatisée en 1986, fournit toute la doc de la Mairie de Paris pendant 10 ans. Dissoute en 1996 par Tiberi, elle en continua cependant de plus belle. Avec favoritisme, prise illégale d'intérêts, détournements de fonds publics.

### c. Les HLM Paris

De 1977 à 1995, les détournements de fonds fleurirent : la Mairie de Paris distribuait les marchés public HLM à des sociétés... moyennant pots de vin au RPR. L'arnaque fut découverte en 1994 mais n'éclata qu'en 2000 avec la "cassette Méry" et un témoignage vidéo posthume. Instruite par le juge Halphen, l'affaire fut close en 2006...

### d. Les lycées Ile-de-France

De 1990 à 1997, 3,7 milliards de francs (560 millions d'euros) s'évaporèrent. Des "commissions" dont profitèrent tous les partis, du PC au RPR en passant par le PS. Il s'agit de la plus grosse corruption de la 5<sup>e</sup> République avec 47 mises en examen... avant que l'affaire ne soit close en 2006 !

### e. Avions

La famille Chirac bénéficia, pour des billets d'avion, de 16 millions de francs (2,4 millions d'euros), à travers une agence de voyages de Neuilly. Bernadette Chirac, elle, voyagea gratuitement en 98 et 99 sur Eurolair.

Où en est-on ? Impossible à savoir : l'affaire est close...

### f. Frais de bouche

On a beaucoup parlé de ces invraisemblables factures à la Mairie de Paris de 1987 à 1995 : plus de 92 millions de francs (14 millions d'euros) en réceptions. Pas de regrets rageurs : l'affaire est prescrite et close.

### g. Fondation Pompidou

Ministre sous Pompidou, Chirac acquit en Corrèze, le château de Bity. Puis la Fondation Claude Pompidou acheta 5 hectares voisins pour créer un Centre de Vacances pour personnes âgées. Coût : 500.000F (77.000 euros). Résultat : aucun Centre ne fut jamais créé. En revanche, la Mairie de Paris a subventionné la Fondation et s'est ainsi offert 5 hectares de tranquillité. De nouveau, aucune info judiciaire n'a vu le jour.

## La suite pour Christiane Taubira

Mais voilà l'important : après ces 40 ans d'affaires, les socialistes vont-ils changer l'histoire ? J'entends d'ici, à la question : « que pensez-vous de l'affaire trucmuche ? », la réponse évidente : « Il faut laisser la Justice faire son travail ».

Bien sûr, bien sûr. Comme si l'exécutif avait perdu le contrôle du Parquet.

Existe-t-il vraiment une justice à deux vitesses ? Les socialistes craignent-ils que leurs propres affaires ne leur retombent dessus si Christiane Taubira insiste ?

En octobre 2011, invités de Médiapart, Anas Jaballah (ingénieur) et Yamine Soum (sociologue) avaient proposé des réformes pour prévenir des scandales à venir : le non cumul des mandats, le contrôle de la rémunération des élus (pour éviter les conflits d'intérêt), contredire l'absurdité de la dépendance des juges du parquet vis-à-vis de leur ministre (une absurdité condamnée par l'Europe en 2010 !), l'abandon du recours abusif au "secret défense" et enfin la suppression du statut pénal du chef de l'État, comprenant son immunité et ses pouvoirs de nomination.

Un très chouette état des lieux. Évident à première vue. Mais aussi facile à corriger qu'une re-nationalisation de toutes les entreprises publiques par Mélenchon. François Hollande a affirmé qu'il voulait une équipe « irréprochable ». Fort bien.

Mais cet « irréprochable » englobe-t-il toute prescription ?...